

<http://lipietz.net/Apres-la-liberation-de-Kherson-la-question-du-cessez-le-feu>

24 novembre 2022

Après la libération de Kherson, la question du cessez-le-feu

- Vie publique - Articles et débats -

Date de mise en ligne : dimanche 13 août 2023

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Bilan après la libération de la rive droite du Dniepr : à quelles conditions l'Ukraine a intérêt à négocier un cessez-le-feu ?

Second de mes articles sur la guerre d'Ukraine publiés sur AOC.

Au matin du 17 novembre, c'est devenu officiel : la campagne de terreur visant la destruction de tous les services publics cruciaux ukrainiens (eau, électricité, réseaux de chaleur) n'est pas une série de « dommages collatéraux » mais bien une stratégie concertée visant la capitulation de l'Ukraine à l'entrée de l'hiver : « [Les souffrances des civils sont] la conséquence du manque de la volonté de la partie ukrainienne de régler le problème, d'entamer des négociations, son refus de chercher un terrain d'entente » a jugé le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov. Les éditorialistes et les ultras, dont Dmitri Medvedev, doublure de Poutine à la tête de l'État, l'avaient déjà exprimé sans fard. Rappelons la position de la Russie : les oblasts de Kherson, Zaporijia, Louhansk, Donetsk et Crimée sont « russes à jamais ». Reste en outre « la dénazification et la démilitarisation du reste de l'Ukraine ».

En face, l'Ukraine a proposé au G20 de Jakarta d'ouvrir des négociations sur la base des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU et de la loi internationale : retrait des troupes russes de la totalité du territoire ukrainien reconnu internationalement, mise en jugement des criminels de guerre et paiement des dommages de guerre, ajoutant parfois qu'elle ne discuterait pas avec Poutine au pouvoir. Ce à quoi le ministre des Affaires étrangères russe Serguei Lavrov, qui représentait Poutine, a répondu que cette base était irréaliste et signifiait le refus de négocier.

Les positions sont donc parfaitement éloignées. Avant de revenir sur le front diplomatique, un point sur la situation militaire sur le terrain.

L'offensive russe contre les services publics ukrainiens

Le bombardement du 15 novembre, le plus violent depuis le début de la guerre et frappant jusqu'à Lviv, a provoqué le premier incident impliquant la Pologne qui a été maîtrisé avec sang-froid, les USA puis la Pologne reconnaissant presque immédiatement qu'il s'agissait probablement de la chute d'un S-300 faisant vraisemblablement partie de la DCA [défense contre l'aviation – ndlr] ukrainienne engagée dans un duel contre un missile russe. Selon l'Ukraine, la plupart des engins russes a été interceptée, grâce au matériel de DCA fourni par l'occident, mais la pluie de missiles fut si intense (et elle continue) que le peu ayant atteint sa cible a suffi pour aggraver encore la situation. Le bilan général est un nouveau décrochement de la capacité de l'Ukraine de se chauffer et de s'éclairer alors que les premières neiges tombent sur Kyiv : 10 millions d'Ukrainiens sont sans électricité.

Il est très improbable que cette stratégie aboutisse à une révolte du peuple ukrainien désavouant ses dirigeants, mais la crise humanitaire semble inévitable. Cependant, il est probable que les Russes n'aient pas les moyens de continuer ce bombardement avec la même intensité.

La contre-offensive ukrainienne

Après la victoire totale de la guerre de siège contre les armées russe engagées à l'ouest du Dniepr, troisième victoire

stratégique de l'Ukraine dans sa guerre de libération après les batailles de Kyiv en mars et de Kharkiv-Oskil en septembre (plus l'île des Serpents...) les opérations ukrainiennes se limitent à la reconquête de l'oblast de Louhansk au nord-est. Après l'Oskil, bordé puis franchi en septembre, les forces de libération ont entièrement franchi un troisième affluent de la Donetsk vers l'est, la Zherebets, et visent le franchissement d'un quatrième, la Krasna, qui arrose deux villes-clés, au nord Svatove, au sud Kreminna. Ces villes sont reliées par la route P-66 qui se prolonge, de Svatove à Koupiansk (au nord du lac de l'Oskil) par la P-07.

La bataille est incertaine sur tout l'intervalle entre Zherebets et Krasna, faite de reconnaissances en force ukrainiennes et de contre-attaques de retardement, limitées mais profondes, des Russes : ce n'est pas une guerre des tranchées. En fait les Ukrainiens semblent avoir franchi en plusieurs points la P-66, s'avancent depuis Koupiansk vers Svatove au sud-est de part et d'autre de la P-07 jusqu'à 7 km de Svatove, et par le sud jusqu'à une distance équivalente de Kreminna.

Il vraisemblable que les Ukrainiens ne chercheront pas à emporter de force ces deux villes habitées par leurs compatriotes, mais à les contourner et les assiéger de trois côtés, laissant, comme cela semble être leur doctrine, les Russes s'enfuir en laissant leur matériel. Ils peuvent le faire par le sud de Kreminna, en se glissant via Bilohorivka (qu'ils ont libérée en septembre et qui est la cible de contre-attaques russe) entre Kreminna et la conurbation Roubijné-Lyssytchansk-Sievierodonetsk, largement détruite et tenue par les Russes à la suite des combats de juin-juillet ; par le nord de Svatove, mais en s'exposant à des attaques de flancs russes venues du nord ; et plus probablement au milieu entre ces deux villes, mais les Russes ont déjà fait sauter les ponts sur la Krasna.

En tout cas, les Ukrainiens ont commencé le bombardement des « GLOC » (lignes de communication terrestres) vers ces villes et des dépôts de munitions, jusqu'à Starobilsk, véritable nœud au centre de l'oblast de Louhansk et véritable objectif de la contre-offensive ukrainienne. Il est probable que les vraies opérations offensives recommenceront quand, après la raspoutiza actuelle (la boue d'automne), le sol commencera à geler.

Ce qui reste de l'offensive terrestre russe

L'offensive se concentre sur trois points de l'oblast de Donetsk : prendre Bakhmut (depuis août dernier !) ; éloigner le front de la ville de Donetsk, notamment pour prendre Avdiivka en banlieue, une offensive qui dure depuis... 2015, interrompue par l'accord de Minsk 2 et reprise dès février de cette année, sans grand succès ; depuis quelques semaines, prendre Vulhedar, le point du front le plus proche de Marioupol et de la mer d'Azov.

Ce sont dans ces trois batailles (et face à l'offensive des Ukrainiens au nord de Svatove) que viennent d'éclater les scandales des mobilisés envoyés sans formation comme chair à canon, sous les ordres de l'armée régulière à Pavlivka (sud de Vulhedar) et de l'armée Wagner devant Bakhmout, qui utilise des prisonniers de droit commun libérés sous conditions mais qui se font massacrer jusqu'au dernier. Les forces engagées dans ces trois offensives ont le moral extrêmement bas, avec de nombreuses désertions, sans grands résultats tactiques et aucune portée stratégique. Les Ukrainiens résistent à ces assauts continuels alors qu'ils pourraient aussi bien reculer sans catastrophe, visiblement pour « fixer » les dernières capacités offensives russes et les consumer.

L'hypothèse d'un nouvel axe offensif ukrainien

Après la libération de la rive droite du Dniepr, des forces sont disponibles de part et d'autre. Peu du côté des forces russes, qui ont sans doute abandonné une part de leur équipement et doivent maintenant défendre la rive gauche,

alors que les Ukrainiens n'ont guère besoin de défendre la rive droite, tant semblent faibles les capacités offensives russes. Les Russes repositionnent leurs forces libérées vers les deux fronts précédents (est et nord-est). Les Ukrainiens aussi, mais il leur restera les moyens d'ouvrir un nouveau front.

Les « mil-blogueurs » russes (blogueurs militaires encouragés par Poutine et non censurés parce que « pro-guerre »), depuis les succès impressionnants de la contre-offensive ukrainienne, diagnostiquent avec insistance deux possibilités de nouveau front. Sur la rive sud de l'embouchure du Dniepr, la presqu'île de Kinburn, parc naturel quasi désert. Ce débarquement, qui semble en cours pour la conquête d'une tête de pont peu exploitable pour la libération de la rive gauche, aurait l'avantage de dégager l'accès ukrainien à la Mer Noire par l'estuaire commun au Dniepr et au Bug méridional, à partir du port de Mikolaïev. Depuis Vulhedar ensuite, point le plus proche de Marioupol et de la Mer d'Azov, pour couper la zone d'occupation russe en deux. Mais ce serait s'exposer à deux directions d'attaque de flanc dont l'une proche d'un dense réseau de GLOC russes.

Le plus probable à mes yeux est plutôt une attaque plus à l'ouest : depuis le nord vers Tomak d'abord puis Méliopol, avec le Dniepr et l'artillerie ukrainienne protégeant le flanc ouest. Les Russes signalent déjà des affrontements à Vassylivka (rive gauche du lac de retenue du Dniepr), Orikhiv et Houliaïpole, qui pourraient être une ligne de départ d'une telle offensive. Bien sûr les Ukrainiens resteront muets, mais leur artillerie continue l'encagement de la Crimée et a commencé à viser les GLOC russes vers cette zone.

La question de la négociation

Comme on voit, l'Ukraine est vraiment en position de force offensive, mais les Russes ont maintenant les avantages « clausewitziens » de la défensive militaire, et d'autre part ils affaiblissent l'Ukraine par un énorme crime de guerre, condamné par le droit humanitaire international depuis la fin du XIXe siècle, mais qui peut se révéler efficace si l'hiver est trop rude.

Un mot encore pour compléter le tableau : la folie de Poutine érode de plus en plus le soutien des pays « neutres ». La Turquie, courroucée, a en deux jours obtenu le retrait de la suspension russe de l'accord sur le libre passage des céréales en Mer Noire : l'accord est renouvelé pour un an. Chine et USA, à Djakarta, ont condamné conjointement la rhétorique russe sur l'usage de l'arme nucléaire. Nouveau contexte favorisant l'ouverture de négociations. Ce que les Ukrainiens ont tenté à Jakarta, et ils se sont heurtés au refus russe, immédiatement suivi par un bombardement sans précédent des installations critiques pour la population civile... à quoi ils ont répondu en rouvrant la ligne de chemin de fer Kyiv-Kherson (de nuit et à vitesse d'escargot, tout de même).

L'Ukraine a donc intérêt à proposer des négociations, d'autant que la Russie disposera sans doute au printemps de centaines de milliers de soldats mieux formés et d'ateliers locaux de production de drones iraniens. Mais ces négociations ne doivent pas viser une « courte trêve » permettant aux Russes de se refaire, ni un « cessez-le-feu sans conditions » qui entérinerait les actuelles conquêtes russes.

Pour explorer ce dilemme, mettons les choses au point sur les expressions « ouverture des négociations » et « cessez-le-feu ».

D'abord, Ukrainiens et Russes n'ont jamais cessé de négocier. Discrètement, sur les échanges de prisonniers quasi mensuels. Publiquement et sous l'égide de la Turquie et de l'ONU, pour l'accord Mer Noire qu'ils gèrent dans des commissions conjointes. Enfin, il y a un accord implicite (sans doute contrôlé discrètement par une commission bipartite) pour le maintien du gazoduc et de l'oléoduc russes traversant l'Ukraine vers les pays enclavés d'Europe centrale, que ni les uns ni les autres ne souhaitent s'aliéner.

Ensuite toute négociation publique est précédée de négociations secrètes pour « ouvrir des négociations », en passant généralement par un neutre ou un allié offrant ses bons offices. Les négociations secrètes pour la fin de la guerre de 1914 ont commencé bien avant l'armistice du 11 novembre, avec des ballons d'essai dès 1917. Le cas de 1945 est à part : le monde entier refusait toutes les offres de négociation séparée dans le dos ou avec l'assentiment de Hitler, d'une part pour ne pas offrir une occasion de division entre les Soviétiques et les Occidentaux, d'autre part parce que les nazis étaient perçus non seulement comme des adversaires mais comme des ennemis de l'Humanité (une image que les Ukrainiens cherchent à construire de Poutine, non sans raison).

Le but des négociations secrètes est de fixer un accord minimum sur l'ordre du jour, qui peut être très élastique, permettant d'ouvrir des négociations publiques. Celles-ci ne présupposent et n'entraînent nullement un cessez-le-feu. Les négociations entre les Américains et Hanoï se sont ouvertes à Paris, hôtel Lutetia, en 1968, bien avant l'offensive finale de 1975 sur Saïgon. Par ailleurs, jusqu'au début des négociations publiques, les négociateurs se doivent d'énoncer des bases de départ, forcément « irréalistes » aux yeux de l'adversaire.

Les Ukrainiens, à Jakarta, ne pouvaient exiger moins que les résolutions de l'ONU. Poutine, de son côté, joue sa tête, menacé qu'il est par la concurrence des Seigneurs de la Guerre comme Prigogine, qui ont désormais la capacité de lui dicter leurs objectifs barbares. Cependant il est aussi sous la pression de la population, qui commence à contester, comme il l'avait craint, la « mobilisation partielle » qu'il n'a d'ailleurs plus les moyens de payer.

Un exemple : le refus par Zelensky d'une « courte trêve », le 18 novembre, suivi par l'annonce que la Russie « n'a pas demandé officiellement l'ouverture de négociations », est probablement le « outing » d'une négociation secrète où la partie russe ne voulait qu'un ordre du jour lié au cessez-le-feu. On peut le traduire par : « D'accord pour négocier, mais seulement sur la sortie de la guerre, donc sur le calendrier de votre retrait. »

La question du cessez-le-feu

La négociation secrète puis publique peut donc commencer sans cessez-le feu, mais c'est celui-ci qui intéresse les populations.

Il y a deux types de cessez-le-feu. Le premier sanctionne la défaite totale d'un des deux adversaires, constatée en général dans une négociation secrète suivie d'un appel officiel du vaincu : c'est le cas du 11 novembre 1918 ou du 8 mai 1945. Le second type « gèle » une ligne de front, en général pour longtemps, et entérine alors une occupation durable avec parfois création d'entités étatiques, reconnues ou pas internationalement : Palestine, Corée, Chypre... Le problème étant que c'est la stratégie constante de Poutine depuis 2008 (guerres de Géorgie avec conquête de l'Abkasie et de l'Ossétie du sud, accord de Minsk 2) : utiliser les cessez-le-feu pour « cranter » les conquêtes avant un nouvel assaut, plus tard.

Les Ukrainiens sont donc fondés à penser que tout cessez-le-feu doit éviter d'entériner des annexions qui serviraient de nouvelles bases offensives, peut-être dès le printemps prochain. Il est probable que, profitant du refus russe à Jakarta, ils ne proposeront pas de négociations, même secrètes, susceptibles d'appâter les Russes, avant d'avoir occupé des positions stratégiques dans le Louhansk (Starobilska par exemple), repris la centrale de Zaporijia et coupé en deux la zone d'occupation russe.

Mais il faut bien voir que s'ils y parviennent, ils peuvent avoir intérêt à rechercher le cessez-le-feu et proposer des négociations publiques, car les zones occupées russes seraient alors en grave danger en cas de reprise des hostilités. Et il y a des « cessez le feu du second type » qui réussissent, c'est-à-dire débouchent sur une paix «

suffisamment satisfaisante » des deux côtés. Par exemple, l'évacuation du Sinaï après le cessez-le-feu égypto-israélien (Israël gardant Gaza, puis l'abandonnant à l'Autorité palestinienne). Et par ailleurs les Ukrainiens ont un besoin vital d'arrêter les bombardements russes sur leurs installations civiles.

Quel pourrait être le maximum des concessions ukrainiennes mises sur la table des négociations secrètes (en les inscrivant à l'ordre du jour de la négociation publique) pour appâter les Russes, étant entendu que l'économie russe, au PIB équivalent à l'Espagne, souffre de plus en plus de la guerre, des sanctions et de l'émigration ? Autrement dit, quelles sont les flexibilités envisageables par l'Ukraine, laissant entendre qu'ils pourraient accepter « moins » que leur position de départ actuelles ?

Sans doute pas l'acceptation de la perte des territoires du Donbass conquis par la Russie en 2014-2015, si ce n'est la promesse d'une forme d'autonomie, car les tensions sont de plus en plus vives entre les « indépendantistes » à la tête de la DNR et de la LNR et les autorités russes d'occupation, qui cherchent à les éliminer. Rappelons que même ces territoires avaient voté pour l'indépendance de l'Ukraine en 1992. Raisons pour lesquelles les Russes s'y livrent à un ethnocide culturel, aux déportations d'enfants et à leur adoption illégale par des Russes, et à l'implantation d'une nouvelle population russe.

La Crimée pose un problème différent. Le Donbass (et même le Kouban au-delà du Don) ont toujours fait partie des entités politiques centrées sur l'Ukraine dès l'Antiquité tardive : l'État des Kazars (convertis au judaïsme pour des raisons géo-commerciales) puis des Varègues (la « Rus' de Kiev ») avant l'an mille, la république des Cosaques Zaporogues lors de la conquête par Catherine II. Ce ne fut pas le cas de la Crimée, qui n'a jamais vraiment été slave, mais tatare et juive avant la Shoah et les déportations stalinienne. Lors de la guerre civile de 1917-1923, la Crimée ne faisait pas partie de la République populaire ukrainienne proclamée par la Rada centrale.

En fait, c'est aujourd'hui l'ONU qui, pour des raisons de principe, range la Crimée avec les autres territoires occupés à évacuer sans condition. Mais lors des négociations de mars dernier en Turquie, les Ukrainiens avaient proposé un statut particulier pour la Crimée : un referendum dans 15 ans. C'est un premier point de flexibilité.

L'autre flexibilité porte sur la poursuite des criminels de guerre et le paiement de réparations : objectifs très difficiles à atteindre. Rappelons que l'Allemagne post-1945 n'a jamais rien eu à payer ; au contraire, ce sont les alliés, USA en tête, qui ont financé sa reconstruction (paradoxe illustré par le roman et l'excellent film comique *La souris qui rugissait*). Et le procès de Nuremberg n'a été possible que parce que l'Allemagne était vaincue et occupée avant le cessez-le-feu. Ce ne fut pas le cas du Japon, même après Hiroshima, Nagasaki et l'écrasement de l'armée du Guandong par Vassilievski. Les négociations secrètes avaient en effet abouti à l'assurance de ne pas mettre en cause la personne de l'Empereur, afin de finir la guerre au plus vite sans avoir à conquérir le Japon à pied.

Bilan : le degré de libération de l'Ukraine ne justifie pas encore un « cessez-le-feu le feu sans conditions » qui entérinerait les annexions. Mais l'ouverture de négociations reste possible. Peut-être ont-elles secrètement commencé !